



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté préfectoral complémentaire prorogeant le délai de mise en service du parc éolien
« Les Hauts Bouleaux » de la société NORDEX LVI SAS
à Noyers-Saint-Martin et Thieux**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-44, R. 181-48 et R. 515-109 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 231-1 et L. 232-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 codifié notamment à l'article R. 515-109 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de M. Louis Le Franc, Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016 autorisant la société PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS, dont le siège social est situé 23 rue d'Anjou à Paris (75 008), à exploiter une installation terrestre de production de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant six aérogénérateurs et deux postes de livraison électrique sur le territoire des communes de Noyers-Saint-Martin et Thieux ;

Vu la demande de prorogation de trois ans du délai de mise en service du PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS formulée le 3 septembre 2019 ;

Vu les pièces du dossier joint à la demande visée ci-dessus ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 6 novembre 2019 ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-48 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} mars 2016 délivré à la société PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'est pas mise en service dans le délai de trois ans ;

Considérant qu'en application de l'article R. 515-109 du code de l'environnement, les délais mentionnés aux premiers alinéas des articles R. 181-48 et R. 512-74 peuvent être prorogés dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'État dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;

Considérant l'absence de réponse du Préfet dans le délai de deux mois prévu à l'article L. 231-1 susvisé à la demande de prorogation de trois ans du délai de mise en service formulée le 3 septembre 2019 par la société PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS ;

Considérant qu'en application de l'article L. 231-1 du code de l'environnement, l'absence de décision du représentant de l'État dans le département dans les deux mois suite à l'enregistrement de la demande de prorogation du délai de mise en service formulée le 3 septembre 2019 par la société PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS vaut décision d'acceptation ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Décision

Le délai de mise en service du parc éolien « Les Hauts Bouleaux » de la société PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS dont l'exploitation de 6 aérogénérateurs et 2 postes de livraison électrique sur le territoire des communes de Noyers Saint Martin et Thieux a été autorisée par arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016, est prorogé jusqu'au 20 mai 2024.

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la Cour administrative d'appel de Douai - 50, rue de la Comédie - BP 30760 - Douai Cedex (59507) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Cette décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La Cour administrative d'appel de Douai peut être saisie au moyen de l'application informatique télécours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 3 : Publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Noyers Saint Martin et Thieux pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires de Noyers Saint Martin et Thieux font connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

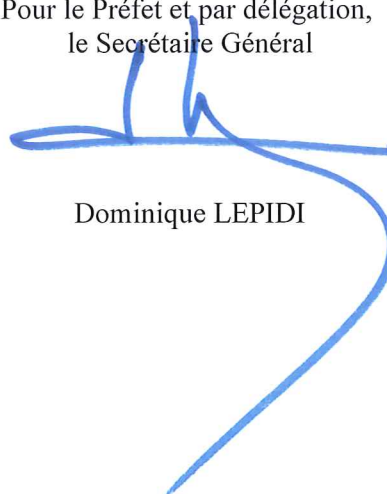
L'arrêté est publié sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs pendant une durée minimale de quatre mois, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

ARTICLE 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous préfet de Clermont, les maires de Noyers Saint Martin et Thieux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 04 FEV. 2020
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général



Dominique LEPIDI

Destinataires :

Société PARC EOLIEN NORDEX LVI SAS
23 rue d'Anjou
75008 PARIS

Le Sous Préfet de Clermont

Monsieur le Maire de Noyers Saint Martin

Monsieur le Maire de Thieux

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Hauts de France

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement s/c de Monsieur le Chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

